

La gauche a-t-elle encore un avenir au Brésil ?

dimanche 27 décembre 2020, par [DEL COURT Laurent](#) (Date de rédaction antérieure : 15 décembre 2020).

Opportunité de revenir sur le devant de la scène politique, les élections municipales d'octobre 2020 ont constitué un nouveau revers pour les gauches brésiliennes. Comment expliquer un tel désaveu dans un contexte marqué par le recul de tous les indicateurs socio-économiques et une gestion chaotique de la pandémie ? Analyse.

La gauche a-t-elle encore un avenir au Brésil ? La question mérite d'être posée au vu des résultats des élections municipales de novembre 2020.

Dernier rendez-vous électoral avant la présidentielle d'octobre 2022, l'enjeu était de taille pour le Parti des travailleurs (PT). Quatre ans après avoir été renvoyé dans l'opposition, le PT misait beaucoup sur ce scrutin pour récupérer les espaces politiques perdus depuis l'éviction de Dilma Rousseff (2016) et revenir, ainsi, tambour battant, sur le devant de la scène.

Or, le moins que l'on puisse dire, c'est que cette stratégie de reconquête du pouvoir politique à partir de l'échelon local s'est noyée dans les urnes. Non seulement le PT n'est pas parvenu à arracher la moindre municipalité d'envergure, mais il a perdu quelques-uns de ses bastions électoraux. A peine 183 maires estampillés PT ont été élus ou réélus, contre 630 en 2012 et 257 en 2016. Et pour la première fois depuis 1985, le parti de l'ex-président Lula ne gouvernera plus aucune capitale brésilienne en 2021. Le fiasco est total.

Le bolsonarisme a certes connu lui aussi un important revers. La plupart des candidats soutenus ouvertement par Jair Bolsonaro ont été défaits au premier ou au second tour, au grand dam du président d'extrême droite qui a aussitôt crié à la fraude, en s'alignant sur la posture de son mentor nord-américain.

Mais, aucun autre parti de gauche n'a profité du reflux et du PT et du courant présidentiel. Incarnant tous deux l'espoir et le renouveau du camp progressiste, Guilherme Boulos (Parti Socialisme et Liberté - PSOL) et Manuela d'Ávila (Parti communiste du Brésil - PCdoB) se sont finalement inclinés au second tour, respectivement à São Paulo et à Porto Alegre. Et leurs partis ne l'ont emporté que dans une soixantaine de municipalités au total, le PCdoB perdant même la préfecture de São Luis, capitale de l'État du Maranhão.

À l'échelle du pays, à peu près partout, les droites traditionnelles et, surtout, les partis dits physiologiques [1] ont raflé la mise, ne laissant aucune grande ville tomber entre les mains des gauches, à l'exception notable de Belém (PSOL), Recife (Parti démocratique travailliste - PDT) et Fortaleza (PDT). Au total, les parties de gauche et de centre gauche contrôleront en 2021 moins de 15 % (contre 20 % en 2016) des 5570 municipalités que compte le pays [2]. Jamais, depuis la démocratisation, le camp progressiste ne s'était trouvé dans une telle situation de faiblesse. Un désaveu cinglant.

En dépit de la gestion chaotique de la pandémie par le gouvernement Bolsonaro, de la chute de tous

les indicateurs socio-économiques et de la dégradation de l'image internationale du pays, les gauches brésiliennes n'ont pas réussi à tirer parti de leur cure d'opposition et à s'imposer comme une alternative crédible au « bolsonarisme » aux yeux de l'électorat. Ironie du sort, l'opposition politique au gouvernement d'extrême droite, au niveau municipal, sera désormais essentiellement incarnée par la droite traditionnelle, celle-là même qui a déstabilisé la démocratie brésilienne, en votant comme un seul homme en faveur de la destitution de Dilma Rousseff et en préparant ainsi le terrain à l'ascension du président d'extrême droite, avant de tourner casaque et de faire campagne contre lui.

UNE STRATÉGIE PERDANTE

De nombreuses raisons ont été avancées pour expliquer cette débâcle : un système institutionnel et des modes de scrutin qui tendent à favoriser les partis physiologiques aux dépens des partis idéologiques ; un champ médiatique monopolisé par les droites ; le besoin de stabilité politique, qui aurait poussé l'électeur moyen à porter son choix sur des candidats plus « centristes », ou encore des années de violentes campagnes de diabolisation qui ont durablement nui à l'image de la gauche. Sans doute valables, ces facteurs n'expliquent cependant pas à eux seuls l'étendue de cette déroute.

Fin connaisseur de la vie politique brésilienne, le journaliste et politologue Aldo Fornazieri donne une autre clé de lecture. Pour lui, la responsabilité de ce naufrage est avant tout imputable aux gauches brésiliennes elles-mêmes (GGN, 30 novembre et 7 décembre 2020). Constatant que les supporters de foot avaient relégué les partis de gauche au second plan dans la lutte contre le bolsonarisme et pour la démocratie, il écrivait quelques mois plus tôt dans un article qui sonnait comme un avertissement :

« Les partis de gauche brésiliens vivent un moment d'égarement, de perte et d'inanité qui n'a plus que probablement rien d'équivalent dans l'histoire. Pas même au moment où elle [la gauche] a été mise en déroute par l'instauration de la dictature militaire en 1964 [...]. [Ces] partis sont depuis 2015 dans une stratégie défensive dont ils ne sont toujours pas parvenus à s'extirper. En adoptant cette posture réactive et défensive, ils sont allés d'échec en échec. Ces défaites ne sont pas que politiques. Il s'agit aussi de défaites morales et psychologiques. Elles ont ébranlé le militantisme et renforcé l'incrédulité des activistes et des mouvements sociaux quant à l'utilité de leur propre parti. Les jeunes (...) ne croient plus que les partis puissent prendre la tête et diriger une dynamique d'affrontement et de dépassement de l'actuel contexte d'abandon du peuple, de destruction des droits et d'assassinat de la dignité nationale » (GGN, 15 juin 2020).

Et de mettre en cause la responsabilité de la direction du PT, vieillissante et déconnectée des réalités vécues dans les quartiers populaires. Ses dérives bureaucratiques, son incapacité à donner une direction claire aux militants, son refus de l'autocritique, son penchant mortifère à l'autovictimisation, de même que sa nostalgie démobilisatrice des succès d'antan. La tendance également de plus en plus marquée de l'ensemble des partis de gauche (y compris les plus radicaux) à privilégier la compétition électorale à l'activisme de terrain et les intérêts pragmatiques aux débats d'idées et aux visions programmatiques. L'abandon de la confrontation directe au profit de postures morales et rhétoriques, passant presque exclusivement par la publication de manifestes et l'émission de notes ou de communiqués indignés, sans effet concret. Leurs profondes divisions. Et leurs interminables débats, aussi stériles qu'inutiles, sur la nécessaire union des gauches face au bolsonarisme, oubliant au passage que, dans l'histoire (du Brésil), l'unité s'est d'abord « construite dans les luttes » communes et concrètes.

LA DÉSAFFECTION DES MILIEUX POPULAIRES

Reste que l'incapacité aujourd'hui manifeste des gauches brésiliennes à mobiliser le consensus et

l'action trouve aussi son origine dans une tendance plus lourde : l'éloignement croissant des classes populaires du camp progressiste - incarné autrefois essentiellement par le PT.

« Historiquement, écrit Marcelo Kunrath Silva, spécialiste des mouvements sociaux brésiliens, les organisations sociales et politiques progressistes au Brésil ont toujours eu des difficultés à bâtir une relation avec la population pauvre et peu éduquée. L'émergence de l'Église catholique dite « progressiste » dans les années 1970 et 1980 avait cependant permis de combler cette distance. Grâce à son action politique sur le terrain, des discours et des pratiques ont pu essaimer au sein de la population et ont contribué à la mobiliser de façon décisive. (...) Cette dynamique va être remise en question avec le tournant (conservateur) pris par l'Église catholique, la montée des causes heurtant la sensibilité et la religiosité populaire (en particulier celles liées au genre et à la sexualité) ou encore la forte croissance des églises évangéliques caractérisées par un activisme moral conservateur (...) » (Alternatives Sud, 2020).

Cet essor des églises évangéliques correspond aussi au déclin des espaces de socialisation politique liés au camp progressiste, et en particulier celui des Communautés ecclésiales de base, lesquelles ont autrefois joué un rôle décisif dans la diffusion des valeurs de justice sociale dans les quartiers déshérités, la formation d'une génération entière de militants et de leaders populaires de gauche et l'articulation des luttes au niveau local.

Dans un contexte marqué par la hausse de la criminalité dans les quartiers populaires et l'atomisation des collectifs, les cultes évangéliques sont venus combler le vide laissé par l'étiollement de structures mises en place par l'Église catholique progressiste dans les quartiers populaires, contribuant à y diffuser de nouveaux référents, basés non plus sur un horizon de progrès social et démocratique, à travers la lutte collective, mais sur un idéal de réussite individuelle, comme le montre le succès grandissant de la théologie néo-pentecôtiste de la prospérité (Delcourt, 2020).

Une enquête menée par la Fondation Perseu Abramo dans les quartiers pauvres de São Paulo en 2017 montrait ainsi que parmi les principales valeurs plébiscitées par les personnes interrogées ressortaient la célébration de la consommation, l'esprit entrepreneurial et le lien avec les églises évangéliques (Oualalou, 2019).

À l'aune de ces évolutions, il n'est pas surprenant que les thématiques portées par les nouvelles gauches, axées davantage sur les questions sociétales, n'aient guère trouvé d'écho dans les quartiers populaires, quand elles n'ont pas suscité un vaste mouvement de rejet, orchestré le plus souvent par les partis de droite, qui ont bien compris l'avantage qu'il y avait pour elles de placer ces questions au centre du débat électoral [3]. En témoignent la large défaite en 2016 de Marcelo Freixo (PSOL), dans la course à la mairie de Rio, face à Marcelo Crivella, homme d'affaires et pasteur évangélique, plébiscité dans les quartiers populaires sur base d'une campagne mêlant antipétisme, défense de la famille et dénonciation de la décadence sexuelle.

Si la performance de Guilherme Boulos (PSOL), avec ses deux millions de voix de préférence à São Paulo, mérite d'être soulignée, faisant incontestablement de lui le candidat le plus apte à porter les couleurs du camp progressiste en vue des prochaines élections présidentielles, force est aussi de constater que l'électorat populaire pauliste a voté pour son adversaire de droite, ce qui en dit long sur la difficulté de la gauche alternative à convaincre et à mobiliser ce public.

La gauche a certainement encore un avenir au Brésil. À condition cependant qu'elle réinvestisse le champ des luttes concrètes sur le terrain, retisse des liens avec le monde populaire, prenne en compte ses aspirations et les traduise dans un nouveau projet mobilisateur porteur de changement, sans pour autant renoncer à ses valeurs cardinales. À l'approche des prochaines élections présidentielles, le pari est loin d'être gagné.

Laurent Delcourt

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Le Regard Du Cetri

<https://www.cetri.be/La-gauche-a-t-elle-encore-un?lang=fr>

Notes

[1] L'expression renvoie aux nombreux partis attrape-tout, sans idéologie (même s'ils penchent plutôt à droite), qui peuplent les assemblées brésiliennes et dont l'unique but est de se rapprocher du pouvoir pour en tirer des avantages divers pour leurs membres.

[2] Voir Globo, Eleições 2020, Mapa da apuração no país, carte actualisée le 14 décembre 2020, <https://infograficos.oglobo.globo.com/brasil/eleicoes-2020/mapa-dos-partidos-no-brasil-prefeituras.html#/municipios>

[3] Selon Eliane Brum, les élections présidentielles d'octobre 2010, opposant Dilma Rousseff (PT) à José Serra (Parti de la social-démocratie brésilienne) ont constitué un moment charnière dans l'instrumentalisation des thèmes sociétaux à des fins politiques. Soucieux de s'attirer les faveurs du public religieux et des groupes les plus conservateurs, le PSDB, bien que généralement classé au centre gauche, a alors placé la question de l'interdiction de l'avortement au cœur du débat électoral (une première depuis la fin de la dictature) poussant la candidate du PT à revoir ses positions en la matière au grand dam des courants progressistes (El País Brasil, 29 novembre 2020).